

L'état de santé de M. Pompidou entretient un climat d'incertitude politique

Plus que la confirmation officielle de l'ajournement « sine die » du voyage de M. Pompidou au Japon, ce sont les déclarations, les prises de position, les hypothèses suscitées par l'état de santé du président de la République qui maintiennent, en ce début de semaine, un climat d'incertitude politique et de préparation électorale. Ainsi M. Jean-Jacques Servan-Schreiber demande à M. Pompidou de provoquer une élection présidentielle en juin ; M. Jacques Chirac, nouveau ministre de l'intérieur, assure qu'il n'a aucune préoccupation électorale et, tandis que M. François Mitterrand prend un ton de plus en plus « présidentiel », le parti socialiste cherche à acquérir plus de crédibilité dans le domaine économique. Le premier secrétaire du P.S. souhaite que la gauche dépose une motion de censure à l'ouverture de la session parlementaire si le nouveau gouvernement n'engage pas sa responsabilité sur sa déclaration de politique générale.

Deux magazines, *l'Express* et *le Point*, paraissent cette semaine avec en couverture la silhouette et le portrait de M. Pompidou. L'un titre : « L'heure de vérité », l'autre « Le drame du président ». On trouve des articles sur le même sujet dans les autres hebdomadaires du lundi : *le Nouvel Observateur*, *Valeurs actuelles* et *Paris-Match*. C'est dire combien l'état de santé du président de la République continue de préoccuper toute la classe politique. Que faire, en de telles circonstances, pour allier le sens des responsabilités à l'égard du pays et le respect dû à la vie privée de tout individu, fût-il chef d'Etat ?

On peut, comme M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, en appeler directement à l'intéressé et lui demander de se démettre en juin — alors qu'il aura accompli un quinquennat — pour provoquer une consultation présidentielle. On peut aussi relancer l'idée d'une vice-présidence de la République comme le font, notamment, *Valeurs actuelles* et le *Bulletin quotidien* de M. Barad-Quéles, mais sur ce point la position de l'Elysée n'a pas varié : aucun référendum disait-on encore lundi matin n'est prévu et M. Pompidou considère toujours que les Français ne veulent pas d'un « président-adjoint ».

On peut encore s'interroger sur les conséquences qu'auraient le maintien au pouvoir d'un président de plus en plus diminué par la maladie. S'il en était ainsi, l'une des principales personnalités du gaullisme envisagerait de proposer aux autres « barons » de la V^e République de faire une démarche collective auprès de M. Pompidou pour lui demander de se retirer. Mais selon cette même personnalité, telle n'est pas la situation. *La Nation* rappelle d'ailleurs que « c'est toujours le président qui décide », qu'il s'agisse de la politique extérieure ou de la gestion économique.

On peut, enfin, estimer avec M. Mitterrand que ces débats ne sont pas de mise. Ce qui n'interdit pas de préparer l'avenir. Le parti socialiste, mais surtout son premier secrétaire s'est attelé à cette tâche, comme l'a montré le congrès de Suresnes. Après avoir réussi à se renouveler profondément, après avoir fort avancé dans sa tentative de rééquilibrer, au profit du courant social-démocrate, la gauche française, le P.S. éprouve le besoin d'une nouvelle impulsion. Il lui faut répondre aux problèmes posés par une conjoncture économique tout à fait nouvelle, alors que c'est précisément sur ce terrain que sa crédibilité est faible.

ANDRÉ LAURENS.